



CEPAS

Centre d'Etudes Pour l'Action Sociale

9, avenue Père Boka ** Commune de la Gombe ** B.P. 5717 ** Kinshasa ** RD Congo

RAPPORT NARRATIF GLOBAL

Projet : 148-900-1084 zg

Octobre 2015 - Septembre 2018

Mai 2019



CEPAS

Centre d'Etudes Pour l'Action Sociale

9, avenue Père Boka ** Commune de la Gombe ** B.P. 5717 ** Kinshasa
République Démocratique du Congo

RAPPORT NARRATIF GLOBAL

PROJET 148-900 1084 ZG

OCTOBRE 2015 — SEPTEMBRE 2018

MAI 2019

0. COMPTE RENDU CONCERNANT LE PROJET

0.1. Intitulé du Projet

Redevabilité des pouvoirs publics, éthique politique et participation citoyenne en RD Congo

0.2. Emplacement du projet (Lieu/Région)

Kinshasa

0.3. Période couverte par le rapport

Octobre 2015-Septembre 2018

0.4. Porteur du projet (Organisation)

- a. Nom et statut juridique :
Centre d'Etudes pour l'Action Sociale/CEPAS
Association sans but lucratif (ASBL)
- b. Adresse postale : 5717 Kinshasa/Gombe (RDC)
- c. Téléphone et fax : +243826833092
- d. Adresse électronique : directeurcepas@gmail.com /
nzadialain@gmail.com
- e. Coordonnées bancaires :
Nom de la banque : Banque Commerciale du Congo/BCDC
Titulaire du compte : Association des Pères de la Compagnie de
Jésus V/C CEPAS
Numéro IBAN : BE 86291113815150
Code SWIFT : BCDCCDKI

0.4.1. Personne juridiquement responsable (personne habilitée à représenter le répondant juridique)

Nom : P. José MINAKU

Skype :
Courriel : aceprovince@jesuits.net
N° de portable : +243998745507

0.4.2. Personne responsable des questions financières :

Nom : Annyta Tshilanda (3/4 du projet, jusque fin février 2018) et
Ernest Kekfa (les 6 derniers mois)
Courriel : ernestclaudenad@gmail.com
Courriel : antshike01@gmail.com

0.5. Direction/coordination du projet

Nom : P. Alain NZADI
Skype :
Courriel : nzadialain@gmail.com
N° de portable : +243826833092

Lieu et date : Kinshasa, mai 2019.

Signature de la personne en charge des rapports

1. PLAN DU RAPPORT NARRATIF

La mission du CEPAS est de « se consacrer à la promotion de la justice et du développement humain intégral et solidaire en RD Congo par ses analyses, ses recherches et les actions conséquentes ».

La vision du CEPAS est d'être un centre de référence en recherches et actions innovantes et transformatrices de la société. Un centre qui promeut un leadership et une culture de gestion économique, sociale et politique, créateurs de richesses et de bien-être pour chaque congolais.

Le CEPAS est divisé en cinq secteurs d'activités : *Revue Congo-Afrique*, Editions, Recherches et Animation Sociopolitique, Bibliothèque et Appuis au développement. Chaque secteur est dirigé par un Chef de secteur.

L'élaboration du rapport narratif a tenu compte des rapports d'activités qui reflètent les données collectées à intervalles réguliers : données journalières, hebdomadaires, mensuelles et semestrielles de chaque secteur ainsi que des rapports des réunions bihebdomadaires d'évaluation des activités des chefs des secteurs avec le Directeur.

A la fin de chaque année, les chefs des secteurs présentent les rapports d'activités qui synthétisent l'évaluation et la participation des groupes-cibles dans chaque secteur donné.

Le rapport global est obtenu après compilation des rapports sectoriels. Il est structuré comme suit.

0. COMPTE RENDU CONCERNANT LE

PROJET.....	3
01. Intitulé du Projet.....	3
02. Emplacement du projet (Lieu/Région).....	3
03. Période couverte par le rapport.....	3
04. Porteur du projet (Organisation).....	3
04.1. Personne juridiquement responsable (personne habilitée à représenter le répondant juridique).....	3
04.2. Personne responsable des questions financières:.....	2

05. Direction/coordination du projet.....	2
1. PLANDU RAPPORT NARRATIF.....	3
2. CHANGEMENTS AU NIVEAU DU CONTEXTE GENERAL ET DE L'ORGANISATION DU PROJET.....	6
2.1. En quoi le contexte a-t-il changé dans l'environnement concret du projet depuis le dépôt de la demande?	6
2.2. En quoi la situation des groupes cibles a-t-elle changé?	9
2.3. Quels changements s'en sont suivis pour votre organisation?	10
2.4. Quelles conséquences les changements évoqués ont-ils sur le projet?	12
3. ATTEINTE DES OBJECTIFS ET REALISATIONS DU PROJET.....	14
3.1. Dans quelle mesure le projet atteint-il ses objectifs (tels que figurant dans le contrat)? ..	14
3.2. A quel point en est-on de la réalisation des activités et de la production d'extraits et de services?	16
3.2.1. Récapitulation des activités réalisées.....	16
3.2.2. Enquêtes et processus vulgarisés.....	33
3.2.3. Changement structurel	34
3.2.4. Influence sur l'environnement du projet.....	34
3.3. Y a-t-il eu d'autres effets (non intentionnels)?	34
3.4. Quelles opportunités inattendues et/ou risques guettent actuellement la réalisation du projet?	37
3.5. Une Evaluation a-t-elle été ou est-elle sur le point d'être réalisée?	37
4. BILAN GLOBAL PAR RAPPORT AU PROJET ET A L'ATTEINTE DES OBJECTIFS.....	38
5. PARTIES PRENANTES INTERNES ET EXTERNES.....	40
5.1. Avec quel personnel avez-vous réalisé le projet et mis en œuvre les mesures?	40
5.2. Quels autres acteurs ont contribué à la réalisation du projet?	41
6. SUIVI ET EVALUATIONS (S&E).....	42
6.1. Comment avez-vous réalisé la saisie des effets?	42
6.2. Qui a participé au processus de s&e?	42
7. PERSPECTIVES/ PERENNITES.....	43
7.1. Dans quelle mesure les effets positifs du projet sont-ils globalement durables?	43
7.1.1. Effets sur les Clubs de lecture.....	43
7.1.2. Effets sur l'Administration publique congolaise.....	43
7.1.3. Effet sur le Leadership politique.....	44
7.2. Comment évaluez-vous la pérennité structurelle?	44

7.3. Comment évaluez-vous la viabilité financière?.....	44
8. APPRECIATION DE SYNTHESE.....	45
8.1. Dans quelle mesure le projet a-t-il été efficace?.....	45
8.2. Dans quelle mesure les effets du projet sont-ils pertinents?.....	45
8.3. Le projet a-t-il contribué à un développement à long terme?.....	45
8.4. Les résultats obtenus vont-ils perdurer pour les groupes cibles?.....	46
9. LA COOPERATION AVEC MISEREOR.....	47
QUELQUES ILLUSTRATIONS DES ACTIVITES.....	48

2. CHANGEMENTS AU NIVEAU DU CONTEXTE GENERAL ET DE L'ORGANISATION DU PROJET

2.1. En quoi le contexte a-t-il changé dans l'environnement concret du projet depuis le dépôt de la demande ?

Dans le monde et en Afrique, plusieurs événements suivants ont été constatés et ont influencé l'environnement du projet durant cette période :

- Novembre 2017: au Maroc, dans la ville de Marrakech, s'est tenue la COP22 qui a abouti à un accord permettant de mettre au point d'ici décembre 2018 les règles d'application de l'accord sur le climat conclu l'an dernier à Paris.
- Dans certains pays africains, les élections présidentielles et législatives ont été organisées ; dans d'autres, la constitution a été modifiée afin de permettre aux autocrates de se maintenir au pouvoir.
- Organisation de fortes mobilisations citoyennes en Afrique, notamment contre la dictature, la corruption, l'affiliation au Franc CFA ainsi que pour des élections plus démocratiques, etc....

En RD Congo, nous avons noté les changements suivants :

- Il y a modification du calendrier électorale. Les élections prévues en décembre 2017 n'auront plus lieu. La mise en application de l'accord de la Saint Sylvestre 2016, a été compromise et suite à cela le gouvernement a été changé et les élections reportées pour décembre 2018. Ainsi, un compromis exigeant le changement du gouvernement et le report des élections a été approuvé en RDC.
- Au démarrage du projet, la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) avait publié un calendrier pour l'organisation des élections locales et municipales qui devait aboutir à l'installation d'élus locaux. Malgré le dépôt des candidatures, ce processus a été interrompu et les élections locales n'ont pas été organisées alors que l'une des cibles principales sur laquelle le projet prévoyait de travailler était « Les élus locaux ».
- Etant donné qu'il fallait travailler dorénavant avec des dirigeants nommés et non élus et tenant compte du fait que les rapports entre électeurs et élus sont différents de ceux entre citoyens et dirigeants

nommés qui se sentent plus redevables vis-à-vis de ceux qui les ont nommés que des citoyens qu'ils administrent, la logique d'intervention a dû, de ce fait, être réajustée. Il a fallu organiser plusieurs réunions pour obtenir l'adhésion de ces dirigeants à l'exercice de participation que les citoyens de la commune de Mont-Ngafula mettent en œuvre.

- Compte tenu de l'évolution de diverses alliances politiques qui ont remodelé les rapports de force des familles politiques, le découpage territorial prévu par la constitution a été brusquement accéléré avec la promulgation d'un décret présidentiel inattendu. Le pays est passé de 11 à 26 provinces avec comme conséquence directe, l'organisation de l'élection de nouveaux gouverneurs étant fixée au 26 mars 2016. D'aucuns dénoncent des manigances du camp au pouvoir qui voudrait garder la mainmise sur la territoriale.
- Février 2017: la RDC se dote d'une nouvelle législation sur les hydrocarbures. Le Code des hydrocarbures a été voté au Parlement et est en cours de vulgarisation.
- Juin 2017: la Société civile a proposé des amendements au projet de révision du Code minier.
- La mauvaise tenue des cours des principaux minerais comme le cuivre notamment, a impacté négativement l'économie congolaise qui pour le moment est tirée par le secteur des services: la téléphonie mobile notamment.
- Face à la conjoncture socioéconomique difficile que traverse le pays, les prix des denrées alimentaires de base et des services ont tendance à grimper sur le marché. A la base de cette situation, la baisse des cours des matières premières à l'exportation entraînant le recul des devises sur le marché de change et les anticipations spéculatives du taux de change.
- La volatilité du taux de change de la monnaie locale entretient l'inflation. Cette instabilité a généré la flambée des prix des denrées de première nécessité et une vie qui devient de plus en plus difficile pour les congolais. La rubrique BNB (Basic Needs Basket) publiée mensuellement par le CEPAS s'avère éclairante à ce propos. En espace de quelques mois seulement, le taux du dollar est devenu instable, passant de 1.000 CDF à 16.000 CDF dans la ville province de Kinshasa, et à 16400 e, septembre 2018, à la fin du projet.
- La liberté d'expression est limitée par les autorités politiques. Plusieurs chaînes de radios sont fermées.
- Le dernier semestre du Plan triennal a essentiellement été caractérisé par la prédominance de la question électorale, étant donné que l'enrôlement

des électeurs avait pris forme et que les élections étaient prévues pour la fin de l'année 2018.

Au CEPAS, les changements suivants peuvent être signalés :

- Le scanner a été acquis ainsi qu'une machine à laminer. Le travail d'archivage devrait commencer pour la constitution de la banque de données.
- Les résumés des textes dans la revue Congo-Afrique sont faits en deux langues: français et anglais. En outre, le Conseil de Rédaction de la revue a autorisé la publication des articles directement écrits en anglais. Depuis 2017, l'on compte effectivement plusieurs articles publiés en anglais. Pour ce faire, le Conseil de Rédaction s'est enrichi d'un nouveau membre, depuis février 2018, en la personne du Professeur OGenga de Rongo University au Kenya.
- Une série d'enquêtes hebdomadaires a été initiée auprès des lecteurs de la Bibliothèque.
- Poursuite de l'encodage des ouvrages pour mettre les plus d'informations possibles à la disposition des utilisateurs de la Bibliothèque ;
- Août 2017, Mikanda a organisé une session de formation sur le traitement de l'information par le PMB dans l'enceinte de la bibliothèque du CEPAS. Le personnel de la bibliothèque a pu en bénéficier.
- Mlle Sylvie Moyo a été recrutée à mi-temps afin d'aider la chargée de marketing, en congé de maternité, dans la prospection, la réception et la distribution de la revue Congo-Afrique. Son contrat a pris fin en décembre 2017 et n'a pas été renouvelé.
- Etant donné que l'objectif principal du secteur Editions est d'augmenter le chiffre d'affaire, en accroissant le nombre d'abonnés à la revue Congo Afrique et les ventes de nos publications, le nouveau chef de ce secteur a défini une nouvelle politique de gestion qui consiste à aller vers les consommateurs en élargissant et en diversifiant les groupes-cibles par la création des points de ventes.
- Une série d'expositions a été effectuée à travers les Paroisses de l'Archidiocèse de Kinshasa et celles du Diocèse de Kisantu. Les bibliothèques de l'U.C.C., l'U.P.N et celle de Wallonie Bruxelles en ont aussi bénéficié.
- Le secteur Recherche et animation sociopolitique a introduit les concepts des ateliers de pensées (organisés une fois le mois) et celui des séances académiques (4 fois le mois). Ils ont eu pour but de travailler au

renforcement du leadership et à l'éclosion de la culture entrepreneuriale auprès des jeunes.

- Le thème principal des programmes des émissions radiodiffusées a changé et se dénomme maintenant "Peuple Souverain". L'on note, à propos, l'augmentation sensible du nombre d'émissions réalisées, grâce au système d'abonnement annuel et au dynamisme du chef de secteur.

2.2 En quoi la situation des groupes cibles a-t-elle changé?

- A la place des dirigeants locaux élus, nous avons des dirigeants nommés à cause de la modification du processus électoral.
- L'organisation des plaidoyers tient compte de la décentralisation. Aujourd'hui, nous comptons 26 provinces au lieu de 11. Une catégorie des groupes cibles, générée par cette situation, doit être prise en compte car n'ayant pas été prévue au démarrage du projet.
- Les lecteurs de la revue Congo-Afrique des pays anglophones ont fait part de leur satisfaction de voir la publication des articles en anglais et ont encouragé l'équipe de rédaction à continuer dans ce sens.
- Le CEPAS, dont la revue Congo-Afrique est l'organe d'expression, a adapté certaines de ses activités en fonction de l'évolution du contexte. C'est ainsi qu'il a revu certaines de ses priorités en publiant un certain nombre de numéros spéciaux suivant des thématiques bien précises (cf. tableau infra).
- Les lecteurs à la bibliothèque utilisent de plus en plus le fichier informatique au lieu du fichier manuel.
- L'enquête auprès des lecteurs a permis d'orienter non seulement l'achat de certains ouvrages suivant des domaines précis mais aussi d'améliorer l'environnement de la bibliothèque (achat des rideaux, des conditionnements d'air, etc.).
- Les expositions au public ont permis à plusieurs personnes soit d'acheter nos publications soit de souscrire l'abonnement à la revue Congo-Afrique. Ce qui a fait que certaines institutions universitaires et culturelles telles que les bibliothèques de l'U.C.C., l'U.P.N et celle de Wallonie Bruxelles y ont également souscrit.
- Une nouvelle catégorie de groupe-cible a été définie : il s'agit des paroisses de l'Archidiocèse de Kinshasa et de Kisantu. Les villes de Matadi, Kenge et Kikwit ont été ajoutées sur la liste de diffusion des ouvrages du CEPAS. Il faut également souligner l'élargissement des lecteurs de la revue Congo-Afrique aux villes de Lubumbashi, Goma et

Bukavu et leurs environs. Plusieurs institutions universitaires sont désormais abonnées à travers le pays, élargissant de facto le champ d'impact de l'action du CEPAS.

- La distribution du feuillet « Basic Need Basket (BNB) » a réellement fait échos dans les milieux des associations syndicales de la Ville Province de Kinshasa. Le syndicat a associé le CEPAS dans son plaidoyer pour la révision du SMIG (salaire minimum interprofessionnel garanti), grâce à la publication du BNB. Ainsi, depuis janvier 2017, l'état congolais a décidé de l'augmentation du SMIG, sous la pression conjuguée du syndicat des travailleurs et des organisations de la société civile (dont le CEPAS avec son BNB)
- Du groupe-cible "Autorités ou Gouvernants", on est passé vers les "Gouvernés". D'où l'émergence du groupe-cible plus engagé des jeunes qui sont aussi bien entrepreneurs que chercheurs.

23. Quels changements s'en sont suivis pour votre organisation ?

- *Au niveau des Editions :*

Le CEPAS a participé d'une manière active à la journée du livre sur la « place des évolués » dans la Commune de la Gombe, du 28 au 30 avril 2017. Durant ces trois jours, l'exposition a vu défiler des personnes venant de différentes couches sociales – élèves, étudiants, chercheurs, fonctionnaires et curieux.

La stratégie de diversification des groupes-cibles a permis l'ouverture des points de ventes suivants :

- Au mois de juin 2017 : les Paroisses Sacré Cœur et Sainte Anne ainsi qu'une exposition aux Paroisses Saint Jean Apôtre et Notre Dame du Rosaire du Diocèse de Kinsantu / Province du Kongo Central.
- en juillet, Notre Dame de Fatima, Notre Dame du Congo et Saint Luc (Archidiocèse de Kinshasa).
- 60 feuillets « BNB » ont été distribués aux 51 Organisations Syndicales de Kinshasa. Il figure aussi dans chaque numéro mensuel de la revue Congo Afrique et a un réel impact, au point de constituer une des raisons pour lesquelles certains se décident de prendre un abonnement à la revue.

- *Pour la Bibliothèque :*

L'achat des nouveaux livres se fait en fonction des objectifs du Centre et du résultat des enquêtes auprès des lecteurs.

L'utilisation du PMB (logiciel de gestion des bibliothèques) permet le traitement de l'information et facilite la recherche pour les lecteurs. Ce logiciel permet aussi une gestion efficace des documents de la Bibliothèque. Le répertoire/catalogue des livres est régulièrement mis à jour et tous les nouveaux livres acquis ont été encodés.

L'acquisition du serveur et du lamineur va permettre au CEPAS d'améliorer ses revenus et de commencer les travaux de numérisation des documents pour la constitution de la banque des données.

- *Pour le secteur Congo-Afrique :*

L'adaptation de la revue Congo-Afrique au changement contextuel du pays a eu comme conséquence directe la publication des numéros spéciaux. Ce qui nous a fait constater un nombre plus élevé que prévu de pages de la revue, entraînant une hausse des coûts d'impression.

Le nombre d'abonnés a également augmenté, dépassant la cible de mille à la fin du Plan triennal. Néanmoins, le taux de recouvrement reste encore très faible, la politique du CEPAS étant de ne pas se séparer si vite de ses abonnés en cas de retard de paiement, pour être en mesure d'atteindre le maximum des gens possibles.

- *Pour le secteur Recherche et animation sociopolitique*

L'organisation des ateliers de pensées et des séances académiques a induit une collaboration avec le secteur Appuis au développement notamment au niveau des clubs de lecture.

Pour mieux quantifier les résultats, ce secteur a réorienté ses activités vers les jeunes, dans leurs attentes et leurs efforts de travailler avec les gouvernants. Au départ, le secteur travaillait avec les gens du milieu académique et politique. Avec l'espoir d'influencer les politiques des gouvernants jugés peu attentifs aux attentes des gouvernés. Mais avec le climat politique, nous avons carrément déplacé le centre d'intérêt

et de groupes-cibles : des autorités ou gouvernants, on est passé vers les gouvernés. En d'autres termes, il nous a semblé plus judicieux d'accompagner les citoyens pour renforcer leurs capacités, éveiller leurs consciences et les amener à s'engager politiquement.

- *Pour le secteur Appuis au Développement*

Etant donné le report des élections législatives, aucune campagne électorale n'a été organisée et par conséquent, le CEPAS n'a pas pu enregistrer les promesses électorales des candidats députés en vue d'en faire le suivi jusqu'à la fin du projet.

La non organisation de l'élection présidentielle a été à l'origine d'une période d'instabilité qui a empêché la mise en œuvre de certaines activités prévues par le projet et la non atteinte de certains résultats. En effet, la situation politique étant devenue très volatile dès septembre 2016, deux dialogues politiques ont été successivement organisés, en octobre et en décembre 2016 avec comme conséquences directes, l'éviction de deux gouvernements successifs.

- 15 nouvelles provinces à prendre en compte dans l'organisation des plaidoyers

24. Quelles conséquences les changements évoqués ont-ils sur le projet ?

- Les dirigeants locaux constituaient l'une des principales cibles du projet. La logique de travail a été revue : les dirigeants nommés se sentant essentiellement redevables vis-à-vis de ceux qui les ont installés, une série des réunions d'explication pour obtenir leur implication dans les activités du projet a été insérée comme actions préalables à chaque intervention.
- Dans une moindre mesure, l'implication des organisations de la société civile partenaires dans la mise en œuvre des plaidoyers sur la gouvernance des ressources naturelles a légèrement été repensée en prenant en compte 26 provinces au lieu des 11 initiales, essentiellement lors du choix des députés nationaux à contacter pour porter le projet de la loi minière à l'assemblée nationale.
- En plus, la fin des mandats de quasi tous les acteurs politiques (Président de la république, sénateurs, députés nationaux et

provinciaux) sans que des élections ne soient organisées ou prévues à temps entraîne de graves perturbations politiques et, quelque fois, sécuritaires qui rendent très difficile la mise en œuvre de bon nombre d'activité, notamment les journées d'échanges entre les électeurs et leurs élus qui sont hors mandat.

- Une des grandes activités prévues dans le cadre du premier objectif du projet, à savoir « le recueil et l'analyse des discours et documents pré-électoraux » n'a pas pu être mise en œuvre et par conséquent l'organisation des rencontres entre les élus et les clubs de lecture sur les engagements électoraux a dû être abandonnée au profit d'une nouvelle activité de redevabilité. Il s'agit d'une dynamique de contrôle citoyen par laquelle les clubs de lecture rencontrent leurs élus, les interrogent sur le respect de leur devoir de députés et procèdent à la vérification au bureau de l'Assemblée Nationale.
- Les activités pour atteindre l'objet intermédiaire 2.3. ("Le Centre Loyola est mis à contribution pour lancer un plaidoyer pour la mise en œuvre des recommandations des états généraux de l'éducation") n'ont pas pu être réalisées car l'objectif était devenu sans objet dans la mesure où c'est le ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire qui avait commencé à mettre en œuvre ces recommandations sous l'impulsion de M. Maker Mwangi, le Ministre. Malheureusement, les actions entamées ont été stoppées en novembre 2016 avec la chute du gouvernement du Premier Ministre Matata Ponyo et que par la suite, trois ministres issus des dialogues politiques se sont succédé avec comme mission gouvernementale unique : « l'organisation des élections ». La situation politique volatile qui a perduré jusqu'à la fin du projet et au-delà a rendu impossible la poursuite du plaidoyer commencé avec le gouvernement Matata.
- Il y a eu un réajustement au niveau des frais du personnel étant donné que le CEPAS a recouru, pour des raisons d'efficacité, aux services des journaliers ou d'employés à mi-temps.
- Dans le secteur Animation sociopolitique, nous avons carrément déplacé le centre d'intérêts et de groupes-cibles : des autorités ou gouvernants, on est passé vers les gouvernés. En d'autres termes, il nous a paru plus judicieux d'accompagner les citoyens pour renforcer leurs capacités, éveiller leurs consciences et les emmener à s'engager politiquement.

3. ATTEINTE DES OBJECTIFS ET REALISATIONS DU PROJET

3.1. Dans quelle mesure le projet atteint-il ses objectifs (tels que figurant dans le contrat)?

1 ^{er} objectif : les formations ciblées des structures politiques, les publications et les manifestations du CEPAS amènent les gouvernants à améliorer leur écoute des préoccupations et priorités des citoyens qu'ils intègrent dans leurs programmes pour la mise en œuvre d'actions conséquentes.		
Objectifs intermédiaires	Indicateurs (Valeurs cibles) (octobre 2015- septembre 2018)	Niveau de réalisation (au 30 septembre 2018)
1. Les priorités des citoyens sont identifiées et rendues publiques.	<ul style="list-style-type: none"> - Au moins 12 formations politiques auront des plans d'action structurés. - Au moins deux grandes préoccupations des citoyens figureront dans les plans d'actions des formations politiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Six partis politiques ont collaboré à la mise en œuvre de l'enquête sur les priorités des citoyens : AFDC, ARC, PPRD, MLC, UDPS et UNC. - Leurs cadres, 2 par parti politique, ont été formés à la collecte des données. - Le rapport final de l'enquête leur a été transmis au cours d'un atelier de dissémination des résultats. - Les clubs de lecture ont mis en place une dynamique de contrôle citoyen et interpellent à tour de rôle les élus nationaux de Kinshasa. Ils ont interpellés 6 députés nationaux au cours de 3 rencontres auxquelles ils ont associé la population. - Une enquête sur l'état général de la justice a été réalisée grâce au concours du bureau d'Etudes SPIDAWORK. Le rapport d'enquête sera publié ultérieurement et servir de base aux actions ultérieures (Plan triennal prochain). - Plusieurs émissions radiodiffusées sont réalisées par le secteur Animation. - Mise en place d'une dynamique de contrôle citoyen pour un monitoring des élus. En revanche, compte tenu de la situation politique toujours volatile, la publication du Top 50 de meilleurs élus n'a pas pu se matérialiser. - Les clubs de lecture ont mis en place une dynamique de contrôle citoyen et

		interpellent à tour de rôle les élus nationaux de Kinshasa
2. Les partis politiques ont amélioré leurs capacités de planification et intègrent les priorités des citoyens dans leurs programmes.		Il est bon de souligner que les élections prévues au cours du plan triennal n'ont plus eu lieu. En revanche, à partir du mois de mai 2018, le CEPAS, ensemble avec d'autres organisations de la société civile a mis en place un consortium de monitoring du processus électoral, avec <i>l'approche consensuelle des organisations de la société civile sur le processus électoral</i> , publiée dans le numéro 526 de Congo-Afrique (juin 2018). L'objectif principal était d'obtenir que monsieur Kabila ne modifie pas la constitution pour se pérenniser au pouvoir.
3. Les clubs de lecture (les citoyens) interpellent les élus sur les questions en rapport avec les engagements électoraux.	- Au moins une préoccupation des citoyens sera mise en œuvre par la formation politique au pouvoir.	
2^e objectif : les activités réalisées par le CEPAS contribuent au renforcement du leadership local et offrent un espace au citoyen pour son implication dans la conception et le suivi des programmes locaux.		
1. Le leadership des dirigeants de localité est renforcé ; ils associent les clubs de lecture (les citoyens) à la conception des programmes de leurs localités.	- Au moins 6 nouveaux clubs de lecture seront mis en place et opérationnels	- Un club de lecture a été installé au sein de la Paroisse Saint Ignace, commune de Selembao et collabore à un exercice de participation citoyenne à la commune de Mont-Ngafula pour le monitoring de l'utilisation de la taxe d'assainissement des marchés municipaux avec le Bourgmestre. - Six autres clubs ont été installés (St Jean Apôtre, St Tharcisse, Ste Anne, Ste Trinité, ADN asbl et JEDN asbl)
2. Les clubs de lecture (les citoyens) mettent en place un mécanisme de suivi de la mise en œuvre des programmes de leur localité et publient régulièrement leur point de vue.	- Au moins 2 rencontres seront organisées entre les clubs et les dirigeants locaux. - Au moins 24	- Deux rencontres ont été facilitées entre les clubs de Mont-Ngafula et leur Bourgmestre. Deux réunions ont été facilitées entre les clubs de Mont-Ngafula et le Bourgmestre nommé. Ces réunions ont porté sur la gestion des taxes. - Deux rencontres ont été facilitées entre les clubs de Mont-Ngafula et leur Bourgmestre - Plusieurs émissions radiodiffusées sur les

	dirigeants locaux appliqueront le programme de leadership reçu.	questions de leadership et de démocratie - Cinq rencontres ont été facilitées entre les Clubs et des députés élus de Kinshasa - La volatilité de la situation politique depuis 2016 a rendu impossible le plaidoyer sur l'éducation faute d'interlocuteur stable.
3. Le Centre Loyola est mis à contribution pour lancer un plaidoyer pour la mise en œuvre des recommandations des Etats généraux de l'éducation.		
3 ^e objectif : les partenariats stratégiques et les actions de plaidoyer du CEPAS rendent la population organisée en associations capable d'influencer l'élaboration des lois nationales qui prennent en compte ses propositions.		
1. Les nouvelles lois portant code minier et régime général des hydrocarbures sont votées au Parlement national.	<ul style="list-style-type: none"> - Le nouveau Code minier contenant des propositions des citoyens sera promulgué; - La nouvelle loi portant régime général des hydrocarbures contenant des propositions des citoyens sera promulguée. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le projet de nouveau code minier est voté par l'Assemblée nationale avec environ 40% des propositions d'amendement de la société civile. Le plaidoyer se poursuit pour son adoption au Sénat. - Le nouveau Code minier a été promulgué le 9 mars 2018 avec bon nombre de dispositions émanant de la société civile. - La loi portant régime général des hydrocarbures a été promulgué. Elle contient 14 des 32 propositions (44%) contenues dans le document de plaidoyer de la coordination de la société civile à laquelle appartient le CEPAS. Elle est a été vulgarisée à Kinshasa, Matadi, Boma, Moanda, Goma et à Bunia.

3.2 A quel point en est-on de la réalisation des activités et de la production d'extrants et de services?

3.2.1. Récapitulation des activités réalisées

Le tableau suivant présente les activités principales réalisées du 1^{er} octobre 2015 au 30 septembre 2018.

Secteurs	Activités prévues	Activités réalisées (octobre 2015-septembre 2018)
1. RECHERCHE ET ANIMATION SOCIOPOLITI QUE	<ul style="list-style-type: none"> - 3 journées sociales - 3 conférence-débats 	<ul style="list-style-type: none"> - Du 7 au 9 mars 2016 avec comme thème: "Rôle de l'Eglise et de l'Etat dans la promotion du bien commun". - Du 6 au 8 mars 2017 avec comme thème : "Justice, Paix, Travail: fondements d'un ordre social pour le peuple" - Du 12 au 14 mars 2018 avec pour thème "Le citoyen et la justice" <p>Conférences</p> <ul style="list-style-type: none"> - 30 avril 2016 sur le thème : "Travail: amour et bonheur individuel, progrès pour la société congolaise"; - 14 janvier 2017: "Justice et Réconciliation entre Congolais: Vie bonne, Pédagogie de la solidarité, Institutions justes". Conférenciers: Mr Alexis Tambwe Mwamba (Ministre de la Justice; - 18 février 2017: "Comment trouver le financement pour mon projet? Crowdfunding, crowdlending et autres stratégies honnêtes de financement ". Orateurs: Mme Patricia NZOLANTIMA, Mr Ricardo KANIAMA ; - 25 mars 2017 : "Populorum Progressio": 50 ans plus tard en RDC". Conférenciers: Prof Emmanuel BUEYA, S.J. et prof Ghislain TSHIKENDWA, S.J.; - 22 Avril 2017 Le CEPASRASP en collaboration avec Habari RDC a organisé une conférence sous le thème "Ces femmes qui osent". L'objectif est de présenter le modèle de femmes qui contribuent au renforcement du leadership féminin dans un pays aux structures sociales et mentales encore patriarcales ou phallogocratiques. - 29 avril 2017 Avant de devenir objet d'écoute des gouvernants, les préoccupations des

		<p>citoyens sont articulées par ceux-ci. Ce qui suppose de la part des gouvernés une capacité de résilience sur la place publique. Dans ce cadre, le CEPAS RASP a organisé une journée Motivation Day au cours de laquelle cent vingt participants jeunes ont appris davantage sur les vertus civiques et la confiance en soi.</p> <p>- 3 Juin 2017</p> <p>La participation citoyenne est un segment de la démocratie dont la tradition, interrompue aux premières années de l'Indépendance, a repris autour des années 90 avec l'ouverture au multipartisme suivi de la Conférence Nationale Souveraine comme modèle d'expression citoyenne. Dans cette perspective, le CEPASRASP a organisé une conférence de vulgarisation des acquis de ce forum national.</p> <p>Thème: La Conférence Nationale Souveraine, quel héritage pour la jeunesse congolaise.</p> <p>- Conférencier: Cardinal Laurent Monsengwo Pasinya.</p> <p>- Novembre 2017 : "Réussir en Politique avec des nouveaux Leaders". Conférenciers : Mme Marie-Madeleine KALALA, Honorable Albert-Fabrice PUELA, Mme Chantal FAIDA ;</p> <p>- 10 décembre 2017: "Transformer les obstacles en opportunités: Jeunesse, quête d'emploi et culture entrepreneuriale". Conférencier: Prof Daniel MUKOKO (Vice Premier ministre Honoraire en charge du Budget).</p> <p>Les séances académiques</p> <p>Ce sont des rencontres a caractère académiques pour un public plus restreint : professeurs, étudiants, intellectuels, chercheurs, doctorants traitant des sujet qui ont une portée sociale certaines</p>
--	--	---

		<p>- 10 Janvier 2017 Thème: « Penser la démocratie autrement en Afrique » Orateur: Père Emmanuel Bueya, S.J., Prof de Philosophie a l'ULC. 11 Participants</p> <p>- 19 Janvier 2017: Thème: “ Etendre la notion de débiteur: débat sur la notion de “débiteur d'obligations: Quelles contributions locales?” Orateur: Mr Pascal Sundi, Doctorant en sciences politiques, UK. 17 Participants</p> <p>- 26 Janvier 2017 Thème: L'alternance politique dans la démocratie en Afrique: Un problème ? Orateur: Dr François-Xavier AKONO, S.J., Professeur de Philosophie a l'ULC</p> <p>- 02 Février 2017 Thème: «Fanon, Lumumba et la révolution aujourd'hui: Rupture ou continuité ?» Orateur: Père Emmanuel Bueya, S.J. 10 Participants</p> <p>- 09 Février 2017 Thème: «L'Alternance politique dans la démocratie africaine, un enjeu pour le progrès du continent africain.» Orateur: Dr. François-Xavier Akono, S.J., Professeur de Philosophie a l'ULC. 19 Participants</p> <p>- 15 Février 2017 Thème: les élections en Afrique vues par les Organisations Africaines (UA, SADC, etc) Orateur: Mr François Butedi 16 Participants</p> <p>- 23 février 2017 Thème: “La justice transitionnelle:</p>
--	--	---

		<p>Modes de gestion d'un passé post-conflit armés."</p> <p>Invité : Prof. Serge Makaya, Professeur de Droit a l'UNIKIN 17 participants</p> <p>- 23 mars 2017 Thème : «Africanisation et Néo-colonialisme : Considérations théoriques de deux narratifs de (sous)-développement. » Orateur: Mr Seth Kikuni, Doctorant en Sciences Politiques, Université de Johannesburg 15 participants</p> <p>Plus de 50 émissions radiodiffusées ont été produites régulièrement, sur des thèmes aussi divers que la justice salariale (SMIG), les droits de consommateurs, la politique fiscale, l'impunité, la liberté d'expression etc. Voici quelques émissions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Première émission : « <i>Pauvreté matérielle</i> » Invité : Assistant Christian Izu-Makongo de la faculté des Sciences et Economiques et de gestion de l'Université de Kinshasa - Deuxième émissions: « L'Etat et le citoyen: taxes, impôts et responsabilité fiscale ». Invité Maître Franklin Ibula et Adolphe LUMBIKILA - Troisième émission : « Paix et réconciliation pour un peuple Uni et Fort » Invité : Msgr Donatien Bafuidisoni Maloko-Mana, sj - Quatrième émission : « L'Eglise lumière de la nation » Invité : Alain Nkisi - Cinquième émission : « <i>Pour un leadership féminin</i>» Invité : Mme Annie Mody
	- 17 émissions	

		<ul style="list-style-type: none"> - <i>Sixième émission :</i> « Jeunesse et Culture entrepreneuriale » Invité : Mme Allegra Fosh - <i>Septième émission :</i> « Rapport entre l'Eglise et l'Etat sous le régime de Mobutu : les conflits du cardinal Malula et Mobutu ». Invité : Alain Nkisi - <i>Huitième émission :</i> « Le fichier électoral ». Invité : P. Léon de saint Moulin, membre du CEPAS - <i>Neuvième émission :</i> « Jeune et l'esprit d'initiative » Invité : Mme Bénédicte Mundele, - <i>Dixième émission :</i> « La démocratie participative » Invité : Hon. Fabrice Puela - <i>Onzième émission :</i> « Enseignement social de l'Eglise » Invité : Msgr Donatien Bafuidinsoni Maloko-Mani, sj - <i>Douzième émission :</i> « Un monde plus beau qu'avant » Invité : Père Willy Moka - <i>Treizième émission :</i> « L'impact technologique en RDC » Invité : Seigneur Mbambu - <i>Quatorzième émission :</i> « Education en RDC » Invité : professeur Patience Kabamba - <i>Quinzième émission :</i> « Electoral Knowledge et contrôle citoyen. » Invité : Mr Patrick Mavinga - <i>Seizième émission:</i> « Les jeunes et le service volontaire » Invité : Mme Prisca Manyala et Jean Félix Mwema - <i>Dix-septième :</i> « Philosophie et développement intégral » Invité : Père François Xavier Akono - <i>Dix huitième émission :</i> « Participation citoyenne en milieu rural, penser à développer le milieu rural » Invité : Père Comme Tshamala
--	--	--

		<ul style="list-style-type: none"> - Dix neuvième émission : « le Leadership pastoral » Invité : Monseigneur Emerite Marie Édouard MUNUNU KASIALA du diocèse de Kikwit - Vingtième émission : le Collectif de consommateur du Congo, défendre les consommateurs en rdc Invité : Mr Tshibumbu wa Katanda - Vingt unième émission: «l'entrepreneuriat, compétence des jeunes et Engagement Politique des jeunes». Invité : Madame Tatyana Nguya et Yaf - Vingt deuxième émission: « entrepreneuriat culturel Une culture qui façonne la mentalité. Promotion au développement et à la création de l'industrie cinématographique, cette dernière non exploité en RDC. L'entrepreneuriat culturel est un domaine vierge en RDC ». Invités : Nadege Bope alias D15 et Déo Vuadi VD. - Vingt troisième émission : « le Congo est un pays en reconstruction, un pays qui sort des plusieurs années des guerres et des violences, le Droit des congolais nous préoccupe. Droit à la parole, Droit à la nourriture » L'émission se souvient de l'activiste de droit de l'homme Floribert Chebeya. Dis moi ce tu manges et je te dirai ce que tu es. Invité : Benoit Dondo, SJ - Vingt quatrième émission: « Comment partir de l'observation d'une situation, d'un problème et créer une entreprise. Jeunesse entre rêve et réalité, Jeunesse à la jeunesse, Combien de rêve des jeune échoue dans leur vie ? et comment entreprendre pour réaliser son rêve à son propre rythme. » Invité : Mr SAM
--	--	---

		<ul style="list-style-type: none"> - Vingt cinquième émission : « Liberté d'expression en RDC » Invité: le professeur Patience KABAMBA - Vingt sixième émission: « Viol en RDC à la recherche de semence, une approche théologique ». Invité: avec le Père Jésuite SETIBO Victor, SJ - Vingt septième émission: « Evénement de la Democratie en RDC, à l'ère des mouvements citoyens. » Invité: Bienvenu Matumo de la LUCCHA, diplômé de l'ENA et cadre au Ministère de l'agriculture - Vingt huitième émission: "Projet Basic Needs Basket" Invité: avec Patrick Mavinga - Vingt neuvième émission : « Mauvaise gouvernance, stratégie et Eveil de conscience des jeunes en démocratie » Invité: avec les membres de Filimbi conduit par carbone - Trentième émission: « Redorer le blason terni sur le plan de l'éducation en RDC ». Invité: avec le Père Jésuite Jimmy Bindanda - Trente unième émissions: « Partis politiques et la société civile, Conflit électoral en RDC, frustration sociale, le role de mouvements citoyens. » Invité: avec le Docteur DIRCK de LUCCHA - Trente deuxième émissions : « Aspiration de la femme congolaise à l'horizon 2030, parité 50% » Invité: avec Mamitsho Potsho Ingénieur civil en aviation aéronautique. - Trente troisième émission : « le désignation de l'administrateur de la transition en RDC » Invité: avec le Professeur Jean Bele - Trente quatrième émission: « Smig
--	--	---

		<p>de 3\$/jour et 70\$ mensuel et confortation à l'Etude du CEPAS le basic needs baskets »</p> <p>Invité : Guy Kuku Gedila de la CDT et coordonateur de l'intersyndicat du Congo.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Trente cinquième émission : « Education formelle et l'éducation non formelle » Invité : Madame Noella - Trente sixième émission: « Construction de la société démocratique, l'Eglise et son rôle dans la société congolaise. » Invité : Mr Eugène Kandolo - Trente septième émission : « la participation citoyenne des jeunes dans un processus électoral » Invité : Madame Noella - Trente huitième émission : « le projet contrôle parlementaire » Invité : Patrick Mavinga - Trente neuvième émission: « La décentralisation en RDC » Invité : Monsieur Nzita - Quarantième émission: « Gouverner c'est prévoir! dans quelle mesure les pays africains sont prêt à accueillir plus grande demographie galopante. Prevoir le scenario de l'avenir. » Invité : Monsieur Christian Moleka vice président du regroupement des jeunes politologues - Quarante unième émission : « A quoi sert le science politique » Invité : les politologues Abraham Lengo et christian Moleka - Quarante deuxième émission: « Liberation de l'espace politique. Où allons-nous avec la multiplicité de mouvements citoyens. Responsabilité et engagement des congolais » Invité : Fleury Dala et Christian Moleka - Quarante troisième émission : « La jeunesse et l'ordre politique »
--	--	---

	<p>- 2 recherches</p>	<p>Invité : Patrick Lembo (consultant en leadership) et Jironime (blogueur politicien)</p> <p>- Quarante quatrième émission : « Renouveler la classe politique : l'espace politique congolais n'est plus qu'un marigot des calmans rompus aux coups bas, friands du gateau, amateurs des partis-tiroirs... » Invité : Madame Marie Joelle</p> <p>- Après quelques concertations avec le BLP de la Cenco, le monitoring de l'éthique politique s'est mué en une dynamique de contrôle citoyen par la jeunesse congolaise organisée en une trentaine d'associations de la société civile. Ces associations ont rencontré les 48 députés de la ville de Kinshasa pour un dialogue sur le travail du député et son interaction avec la base électorale.</p> <p>Rencontres et Sessions de formation sur l'Entreprenariat</p> <p>En vue d'encourager le groupe cible des jeunes et de promouvoir en eux cette culture de gestion économique créatrice des richesses, le CEPAS-RASP a organisé plusieurs rencontres sur la culture entrepreneuriale. Parmi lesquelles, il y a eu les suivantes:</p> <p>- 18 février 2017 Thème: "Comment trouver le financement pour mon projet ? Crwodfunding, crowdlending et autres stratégies honnêtes de financement" Intervenants: Mlle Patricia Nzolantima, Mr Ricardo Kaniama Participants: 152.</p> <p>- Du 23 au 26 février 2017 Le CEPAS-RASP et Interkinois ont</p>
--	-----------------------	--

		<p>organisé “Kinbusinesswenze” dans l'enceinte du CEPAS (un marché des jeunes entrepreneurs congolais). Ce fut une occasion pour la jeunesse de s'imprégner des défis et exigences de l'entrepreneuriat en milieu kinois. Plus de 200 visiteurs.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Du 15 au 16 avril 2017 Thème: “L'Entrepreneuriat pour une jeunesse compétente”. 230 Participants ont bénéficié de cette formation (sanctionnée par un certificat) initiale à la culture entrepreneuriale (discipline financière, prêt bancaire, initiation d'un projet, pratique d'incubation, démarches au FPI, etc.) - 27 mai 2017 La création des richesses ne se fait pas ex nihilo. Il faut initier les jeunes à l'innovation, encourager leur créativité, valoriser leurs productions. Dans cette perspective, le CEPASRASP a organisé une journée des arts (Kin Art) sur le thème “La Jeunesse congolaise dans l'entrepreneuriat culturel”. - 5 Aout 2017 Thème: L'entrepreneuriat et les opportunités d'affaires dans les ZES et le Fintech. Intervenants: Hugues Nepanepa , Charge de mission adjoint Agence des ZES Participants: 97 - 12 Aout 2017 Thème: le second module de formation sur l'entrepreneuriat pour une jeunesse compétente. Participants: 112 - 19 Aout 2017
--	--	--

	<p>- 3 enquêtes-études</p>	<p><i>Motivation Day 4</i> sur la gestion du temps, des relations et de la valeur personnelle. Participants: 122</p> <p>Session de Formation sur le Leadership</p> <p>Du 28 au 29 juin 2017, Session de formation sur le leadership et la bonne gouvernance. 25 jeunes ont été formés.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Du 23 au 25 Aout, Le CEPAS et Buswe Institute ont organisé au CEPAS le <i>leadership Camp</i>. Toujours en vue de contribuer au renforcement du leadership au niveau de la jeunesse. Nombre de participants: 100. - 1 enquête sur les attitudes de la classe politique et la société civile congolaise en période pré-électorale (du 6 juin au 8 juillet 2016); - 1 enquête a été menée au mois de septembre par une équipe constituée des chercheurs formés par les experts du CEPAS. Contrairement à l'objectif initialement prévu, cette enquête a porté sur les avis de la population. Ce changement est dû au fait que les élections n'ont plus eu lieu; - 1 enquête est réalisée sur l'état général de la justice dans la ville province de Kinshasa. Un rapport d'enquête a été produit. - L'enquête sur les priorités des citoyens a été conduite et les résultats publiés : Un rapport d'enquête a été produit.
--	----------------------------	--

	<ul style="list-style-type: none"> - 93 réunions 	<ul style="list-style-type: none"> - 10 réunions: 4 avec les étudiants, les chercheurs et les membres des mouvements associatifs et 5 réunions avec les responsables du Bureau de liaison avec le parlement (BLP). <p>Etant donné que la collaboration avec le Bureau de Liaison n'a plus abouti, il était inutile de faire des réunions. La plupart des réunions enregistrées relève du secteur Appuis au développement. Comme le montre les activités de la rubrique "recherches", les nombreuses réunions prévues ont été compensées par la multiplication des formations dont les jeunes ont été bénéficiaires.</p>
2. APPUIS AU DEVELOPPEMENT	<ul style="list-style-type: none"> - 36 collectes des données par le BNB 	<ul style="list-style-type: none"> - 29 articles contenant les rapports (mai 2016 à septembre 2018) des enquêtes mensuelles sur le panier des besoins fondamentaux (BNB) ont été publiés dans la revue Congo-Afrique. Plusieurs feuillets de ces enquêtes sont également distribués aux syndicats et aux partenaires du CEPAS. - 7 enquêtes n'ont pas pu être conduites au démarrage. Un retard a été accumulé au cours du 1^{er} semestre 2016 à cause de l'attente de la lettre du Ministère de la santé sur la norme officielle de nutrition en RDC. Cette norme constitue un élément indispensable du plaidoyer qu'impliquent ces enquêtes sur le panier des besoins fondamentaux. - Le CEPAS a participé à la 33^{ème} session ordinaire du Conseil National du Travail en tant qu'expert pour partager les données de l'enquête mensuel du Basic Need Basket comme élément de réflexion pour la fixation du nouveau SMIG de la RDC qui entre en vigueur au 1^{er} janvier 2018.

	<ul style="list-style-type: none"> - 6 nouveaux clubs installés - 8 journées d'échange entre gouvernants locaux et les clubs de lecture - 11 ateliers (sessions) de formation 	<ul style="list-style-type: none"> - 7 autres clubs ont été installés : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Paroisse Saint Tharcisse (commune de Mont-Ngafula), ▪ Paroisse Saint Ignace de la cité verte (commune de Selembao), ▪ Paroisse Sainte Anne (commune de la Gombe), ▪ Association des jeunes : JEDM (commune de la Gombe), ▪ Paroisse Saint Jean Apôtre (commune de Limete), ▪ Paroisse Sainte Trinité (commune de Matete), ▪ Association des jeunes : ADN (commune de Matete) - Deux réunions sur la gestion des taxes ont été facilitées entre les clubs de Mont-Ngafula avec Bourgmestre nommé, faute d'élections locales et municipales pour interagir avec des autorités locales élues. <i>Effet inattendu</i> : mise en place d'un mécanisme d'évacuation des ordures d'un marché municipal, fruit d'une collaboration entre les clubs de lecture et le syndicat du marché - Organisation de 11 ateliers de formation pour le renforcement des capacités des jeunes regroupés dans les clubs de lecture : <ul style="list-style-type: none"> ▪ 2 Planification, suivi et évaluation des projets; ▪ 1 Elaboration, suivi des budgets communautaires et gestion des finances publiques; ▪ 1 Assainissement et gestion des ordures; ▪ 1 Leadership; ▪ 1 Participation politique et engagement éco-citoyen ;
--	--	--

	<p>- 5 réunions</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 1 Démocratie, cycle et mécanique électorale; ▪ 1 Ethique politique; ▪ 1 Participation politique; ▪ 1 Mobilisation de ressources; ▪ 1 Efficacité du Cadre d'une organisation. <p>Des activités ont été organisées dans le cadre du plaidoyer pour la révision du code minier</p> <ul style="list-style-type: none"> - 15 réunions de coordination avec 11 organisations de la société civile - 2 conférences de presse - 1 lettre ouverte au Premier Ministre pour obtenir le renvoi du projet de loi minière au Parlement - 1 lettre ouverte au Premier Ministre pour obtenir l'annulation de l'arrêté portant octroi de concession forestière en violation du moratoire - Publication de 2 déclarations de la société civile - Conception et publication d'un document de plaidoyer - Conception et publication d'un guide de vulgarisation du code des hydrocarbures - 6 grands ateliers à Kinshasa, Matadi, Boma, Moanda, Goma et Bunia ont été organisés pour la vulgarisation de la Loi des hydrocarbures - Organisation d'une réunion avec la Commission Environnement et Ressources Naturelles de l'Assemblée Nationale - Organisation d'une réunion avec la Commission Economique et Financière de l'Assemblée Nationale - Une délégation de la société civile (Cepas, Sarw, Cern, Acidh, Carter Center, Feje et Asadho) a été reçue par la plénière de la Commission mixte ERN-ECOFIN de l'Assemblée Nationale. Ces deux commissions se sont approprié les
--	---------------------	--

	<ul style="list-style-type: none"> - 2 évaluations au profit des clubs de lectures 	<p>propositions d'amendements de la société civile ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une délégation de la société civile (CEPAS, CERN, Cordaid, SARW, POM et NRGi) a été reçue par la commission sénatoriale ECOFIN pour la présentation des amendements de la société civile. - L'évaluation de la mise en œuvre de l'activité de participation citoyenne à Mont-Ngafula est prévue à la fin de l'année 2018.
3. BIBLIOTHEQUE UE	<ul style="list-style-type: none"> - Mise à jour de la banque des données - Achat des livres et abonnements 	<ul style="list-style-type: none"> - Le traitement de l'information et la recherche est facilité par le logiciel PMB (logiciel de gestion des Bibliothèques) ; - Le Scanneur longuement attendu a été réceptionné le 13 juin 2017 ainsi que la Plastifieuse à chaud de marque « Linea 1100 DH » (Lamineur à chaud Linea DH-1100). La numérisation est devenue effective à partir du mois de novembre 2017. Pour le moment, 232 documents ont été numérisés. D'octobre 2015 à Septembre 2018 : 3342 ouvrages ont été encodés. Une importante documentation a été mise à la disposition du public cible - D'Octobre 2015 à Septembre 2018 : <ul style="list-style-type: none"> ●324 ouvrages achetés ●5 Renouvellements & abonnements aux Revues ●3 Renouvellements Abonnement au Réseau MIKANDA ●3342 Ouvrages encodés (enregistrés) ●1592 Abonnés enregistrés (y compris les abonnés ponctuels).
4. CONGO-AFRIQUE	<ul style="list-style-type: none"> - 30 publications de la revue Congo-Afrique 	<ul style="list-style-type: none"> - Au total, 30 numéros ont été publiés de manière régulière avec des contributions de qualité, entre octobre 2015 et septembre 2018. Les résumés des articles sont en français

	<ul style="list-style-type: none"> - Augmenter le nombre d'abonnés (≥ 1200 abonnées) 	<p>et en anglais. La publication de certains articles en anglais constitue une innovation. Il faut également noter que le numéro standard est passé de 80 pages à 96 pages. Les annexes à ce rapport donnent l'exhaustivité des articles publiés pendant cette période.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le nombre d'abonnés se situe au-dessus du millier. Il faut souligner que la de très nombreuses institutions universitaires et des centres de recherche ont pris un abonnement, ce qui accroît de manière exponentielle le public cible de la revue et du CEPAS. - Depuis mai 2016, une rubrique, très prisée des lecteurs, a vu le jour : le BNB (Basic Needs Basket). Il s'agit des enquêtes mensuelles conduites par le secteur des appuis au développement du CEPAS.
5. EDITIONS	<ul style="list-style-type: none"> - 2 ouvrages publiés - 30 prospectus pour publier et disséminer les résultats du BNB - 20.000 brochures publiées 	<p>Plusieurs ouvrages ont été publiés</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Essai de Pédagogie Universitaire</i> - <i>La réponse au déficit du Leadership et de Gouvernance en Afrique.</i> - <i>RD Congo : Terre de Potentialité, d'Opportunité, de Convoitises et de Pillages.</i> - <i>Etat de lieux de décentralisation en RDC .</i> - <i>Etat des lieux sur les propositions de la Société Civile à la proposition de loi portant régime général des hydrocarbures.</i> - <i>12 Raisons de soutenir le projet de Code minier</i> - <i>Guide de vulgarisation Code Hydro</i> - <i>Propositions d'amendements sur le Code minier.</i> <p>Compte tenu de l'énormité des défis et de l'impact sur le terrain, cette option a été abandonnée au profit des autres publications (au sein du secteur des appuis au développement).</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - Réaliser des supports de médias 	<ul style="list-style-type: none"> - 1 160 feuillet BNB distribués. - Les émissions du secteur Animation sont mises en ligne sur la page Facebook du secteur RASP. - Le DVD de Congo-Afrique (contenant les articles publiés dans la revue lors des cinquante dernières années) a été finalisé et sera lancé à la fin de l'année 2018.
--	---	---

3.2.2. Enquêtes et processus vulgarisés

- Il y a eu des séances de formation qui ont permis aux participants en tant que citoyens de pouvoir contrôler les élus. Une séance d'explication de la méthodologie a eu lieu et les questionnaires leur ont été remis. Ils ont pour mission d'évaluer les performances parlementaires de leurs élus. Déjà, le CEPAS accompagne séparément les groupes assignés à rencontrer les députés. Il était prévu que les résultats soient publiés dans la revue Congo-Afrique; néanmoins, compte tenu de l'environnement sociopolitique tendue à cause des élections plusieurs reportées (et des députés hors mandat), le CEPAS n'a pas voulu prendre le risque d'envenimer la situation.
- Par sa conférence tenue en janvier 2017 au CEPAS, le Ministre de la Justice a eu le privilège de lancer le débat sur la réforme de la justice. Il a distribué aux participants quelques documents sur ladite réforme par l'Etat. Les Journées sociales de Mars 2017 ont également traité la même question de justice, notamment la justice transitionnelle. Des émissions radiodiffusées ont été produites régulièrement depuis le mois de janvier 2017 sur des thèmes aussi divers que la justice salariale (SMIG), les droits de consommateurs, la politique fiscale, l'impunité, la liberté d'expression etc.
- La publication de la brochure sur les parties politiques est en cours. Le retard est dû en grande partie aux attermoissements et contingences politiques propres à l'ethos politique actuel en RDC. La leçon à tirer pour l'avenir est qu'il est important de déterminer des objectifs plus ou moins indépendants des contingences sociales et politiques, historiques.

- Création d'un site Internet par les clubs de lectures afin de publier les bonnes et mauvaises pratiques en matière d'éthique (www.ethic243.net) aux niveaux communautaire, local, provincial et national.

3.2.3. Changement structurel

L'unique changement structurel à signaler est celui en rapport avec le renvoi, pour faute lourde, de la secrétaire et comptable du CEPAS (également en charge de la rédaction des rapports narratifs) depuis février 2018. Son remplacement effectif n'est intervenu qu'au mois d'avril 2018. Le Directeur a donc assumé la charge de rédaction des rapports (y compris le rapport narratif global) pour le reste de la période du plan triennal.

3.2.4. Influence sur l'environnement du projet

- La rubrique mensuelle présentant le panier des besoins essentiels dans les ménages (BNB) de Kinshasa fait parler d'elle. Nombre de nouveaux abonnés reconnaissent qu'elle a été l'un des facteurs déclencheurs de leur décision à souscrire un abonnement à la revue. A cet effet, la synthèse annuelle du BNB (de mai 2016 à mai 2017) a été publiée dans le numéro de Juin-Juillet-Août 2017 et envoyée au Premier Ministre ainsi qu'à plusieurs autres ministères. Le Ministre du Travail a répondu en demandant que la synthèse lui soit envoyée mensuellement, après avoir lui-même souscrit un abonnement.
- Le secteur des appuis au développement a organisé des rencontres avec le syndicat des travailleurs qui veulent utiliser cette synthèse mensuelle du CEPAS publiée dans la revue pour entamer des discussions avec le Gouvernement en vue de la revue à la hausse du SMIG (salaire minimum intersyndical garanti).

3.3. Ya-t-il eu d'autres effets (non intentionnels)?

- Un autre motif de satisfaction reste la portée de certains numéros sur nos lecteurs (abonnés et/ou acheteurs), à en juger par des réactions que certaines thématiques ont suscitées. C'est le cas des numéros: janvier 2017 (Les élections en RD Congo), avril 2017 (démocratie en RD Congo et en Afrique). Le numéro d'avril

(démocratie) a servi de base à la conférence animée par le Rédacteur en Chef de la revue lors de la conférence annuelle du programme Afrique de Wilson Center à Washington. La conférence portait pour titre **“Democratic alternation and political stability in DR Congo: conditions for a lasting peace in the DRC and the Great Lakes sub-region”**. Les articles parus dans le numéro d'avril 2017 ont servi de base à la conférence.

- Le CEPAS a été associé, à titre d'expert pour le compte du banc Employé, aux travaux de la 33^{ème} session ordinaire du Conseil National du Travail. A l'occasion de ce Conseil qui a réuni le Gouvernement de la République, les Employeurs (représentés par la Fédération des Employeurs du Congo, FEC) et les Employés (représentés par l'Intersyndicale Nationale du Congo), le CEPAS a présenté les résultats au 30 septembre 2017 de l'enquête mensuelle BNB qui ont été pris en compte comme base des négociations qui ont abouti à la fixation du nouveau Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti, SMIG dont l'entrée en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2018 ;
- Dans le cadre du plaidoyer sur le Code minier, les parlementaires membres du *Réseau des parlementaires africains contre la corruption* (APNAC) se sont appropriés les propositions d'amendements de la société civile et les défendent au cours des travaux en commissions parlementaires préalables à l'adoption de la nouvelle loi minière.
- Une trentaine de nouvelles organisations de la société civile se sont jointes aux Clubs de lectures et, après une formation sur le rôle du citoyen, ont lancé la « Dynamique de contrôle citoyen de la jeunesse congolaise ». Avec l'objectif de faire grandir la culture de participation politique, elles ont ciblé, pour la session parlementaire de septembre 2017, tous les députés nationaux élus de Kinshasa dans le cadre d'un exercice d'interpellation visant à exiger des comptes sur leurs prestations au sein de l'Assemblée Nationale au profit de leurs électeurs ;
- CEPAS et INTERKINOIS ont organisé du 23 au 26 février 2017, le marché des jeunes entrepreneurs «*Kinbusiness Wenge*». Dans la perspective de l'entrepreneuriat, il était question de réunir des jeunes entrepreneurs, de présenter leurs produits, de les inviter à partager leur expérience en vue de répandre cette culture entrepreneuriale et inciter les jeunes à l'autonomie.
- Dans le cadre du plaidoyer pour la relance du processus de révision du Code minier, une conférence de presse a été organisée en vue de

rappeler le droit de la société civile à faire le monitoring de la gouvernance des ressources naturelles (dont la forêt) et exiger l'arrêt de l'exploitation illégale des forêts. Le premier ministre a pris un décret pour annuler 2 arrêtés du ministre de l'environnement octroyant de nouvelles concessions forestières en violation au moratoire instauré depuis le mois de mai 2002 pour la protection de l'environnement ;

- Le Ministère du Plan a sollicité le CEPAS pour enrichir le Plan National Stratégique de Développement. Le secteur des appuis au développement a réuni plus de 130 experts en 3 équipes multidisciplinaires qui ont produit une série de recommandations qui ont été prises en compte pour améliorer le document conçu par le Gouvernement de la République.
- Une expérience de participation citoyenne de la population de Mont-Ngafula. Deux clubs de lectures (Fondation Kuvuna, Association des jeunes « New Vision » et Paroisse Saint Ignace) se sont associés à d'autres organisations des jeunes de la commune et effectuent le suivi de l'utilisation de la taxe d'assainissement des marchés municipaux de la commune. Ils ont prolongé leur participation avec la mise en place d'un processus d'évacuation des ordures produits par le marché Pumbu, un des marchés de la commune, avec la RATPK, Régie d'Assainissement et de travaux publics de Kinshasa, l'organisme provincial chargé de la salubrité publique.
- L'actualisation du Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG) en RDC a été réalisée avec une contribution des résultats de l'Enquête mensuelle BNB que 51 de syndicats membre de l'Intersyndicale Nationale du Congo se sont appropriés.
- Dans la perspective des élections, le CEPAS a organisé un atelier de réflexion, du 14 au 16 mai 2018, avec des délégués d'une centaine d'organisations de la société civile autour du processus électoral. Cet atelier a abouti à la mise en place de *“l'approche consensuelle de la société civile”* pour surveiller le processus électoral et exiger l'alternance au sommet de l'état. Deux conférences de presse ont été organisées par la suite (mai et septembre 2018) pour vulgariser l'approche et maintenir la pression sur les autorités politiques. Cet engagement dans la surveillance du processus électoral va se poursuivre jusqu'à l'organisation effective des élections en décembre 2018.

3.4. Quelles opportunités inattendues et/ou risques guettent actuellement la réalisation du projet?

Avec l'acquisition du scanner, les travaux de stockage de la banque de données du CEPAS est lancée.

La nomination des responsables des secteurs devrait se faire pour la durée totale du projet. Les changements successifs ne permettent pas un bon suivi des activités et compromettent ainsi l'atteinte des objectifs.

Le climat politique ou sa reconfiguration est très capitale dans la mise en œuvre de certaines activités du projet d'autant plus que la réalisation des activités dépend de la stabilité de la situation économique, politique et sociale du pays. A titre d'exemple les acquis de la formation des 6 partis politiques ont été perdus à cause de cette situation.

3.5. Une Evaluation a-t-elle été ou est-elle sur le point d'être réalisée?

- Une évaluation interne de la mise en œuvre du projet a été conduite d'avril à mai 2017 et les recommandations sont en cours de mise en œuvre.
- Du 27 novembre au 12 décembre 2017, une évaluation externe a été conduite par madame Susanne Neymeyer, Consultante Internationale, et monsieur John Ntalemwa Nytha N'Yganda, Consultant Local. Les recommandations de cette évaluation ont permis de mieux recadrer nos objectifs et la mise en œuvre des activités du projet.

4. BILAN GLOBAL PAR RAPPORT AU PROJET ET A L'ATTEINTE DES OBJECTIFS

A la fin du plan triennal (30 septembre 2018), le bilan est largement positif. La plupart des activités ont été réalisées ou recadrées à cause de l'évolution du contexte sociopolitique. Dans la plupart des cas, l'atteinte des objectifs dépasse les 100%, hormis les activités qui ne pouvaient pas être organisées à cause du changement de contexte. Et même dans ces cas, d'autres activités similaires ont contribué à l'atteinte de plus ou moins les mêmes objectifs.

Le changement dans l'environnement politique de la RDC a impacté considérablement sur la réalisation de certains objectifs induisant, par la même occasion, la redéfinition des groupes cibles et la réorientation de certaines activités. A cause de ces changements ; à savoir la modification du calendrier des élections locales et municipales, il s'avère nécessaire de reformuler les mesures et les indicateurs qui ciblent les élus/dirigeants locaux et les réorienter vers les élus provinciaux et nationaux. Il faudra tenir compte du fait que jusqu'à la fin du projet, il n'y a pas eu de dirigeants locaux élus. Ce changement n'a pas modifié fondamentalement la poursuite de la mise en œuvre du projet, mais il nous a amenés à rediriger simplement l'action vers un autre groupe cible avec les mêmes objectifs et résultats.

Les conférences-débats et les émissions ont servi de canal important pour la réalisation des objectifs. A titre illustratif, l'émission du 20 avril 2017 avec mademoiselle Tatiana Nguya et Yafustan Uyirwoth Atido sur l'entrepreneuriat a apporté un changement sur la vie des jeunes ciblés. A partir de cette émission, une formation certifiante sur l'entrepreneuriat pour une jeunesse compétente a été organisée au CEPAS et plus de 200 jeunes y ont participé. Une autre session de formation a suivi et elle portait sur "Comment trouver le financement pour mon projet? ".

Les nouvelles activités telles que les séances académiques et les ateliers de pensées ont également apporté un plus dans la réalisation des objectifs.

La nouvelle politique marketing a été axée essentiellement sur l'augmentation des abonnées, des ventes des ouvrages ainsi que sur la diversification des groupes-cibles ; le seul défi demeure le taux de recouvrement qui reste autour de 50%. Une étroite collaboration est née entre le secteur Edition et le service marketing. Il est intéressant de noter

que la revue *Congo-Afrique* a connu un accroissement du nombre d'institutions abonnées (bibliothèque, institutions académiques, centres de réflexion, etc.). La revue est actuellement expédiée dans 12 pays étrangers en dehors de sa présence sur la majeure partie de l'étendue de la RD Congo : France, Belgique, Suisse, Allemagne, Italie, Japon, États-Unis, Canada, Angola, Rwanda, Kenya et Sénégal. C'est ainsi que le Conseil de Rédaction a également levé l'option de publier, quand la possibilité se présente, des articles directement en anglais.

Les enquêtes auprès des lecteurs de la bibliothèque ont été d'une grande utilité pour l'amélioration de la politique d'achat des livres.

Au regard de tout ce qui précède, nous disons qu'il faut aussi tenir compte des facteurs externes dans la conception du chronogramme de mise en œuvre des activités. L'implication des clubs de lecture dans la gestion de leur municipalité s'étend au-delà des formations et de l'accompagnement du CEPAS. Il en est de même des lecteurs de la bibliothèque, des abonnés de la revue *Congo-Afrique* et des jeunes chercheurs et entrepreneurs. Animer davantage des clubs, les conférences-débats, les séances académiques pourrait constituer un déclencheur d'une plus large participation et d'une prise de conscience citoyenne.

5. PARTIES PRENANTES INTERNES ET EXTERNES

5.1. Avec quel personnel avez-vous réalisé le projet et mis en œuvre les mesures?

Noms	Qualification formelle	Type d'emploi	Temps de travail	Tâches et responsabilités
Direction et Services Généraux				
P NZADI Alain	Licencié	R	Plein	Directeur
MASUDI Arlette	Licenciée	R	Plein	Chef du Personnel
TSHILANDA Annyta	Licenciée	R	Plein	Secrétaire-Comptable (jusque février 2018)
MATA Eric	Licencié	R	Plein	Gestion de Banque de données (jusque décembre 2017)
MPAKA Constantine	Diplômée	R	Plein	Caissière
KALAMBUTA Zephyrin	Diplômé	R	Plein	Chauffeur
MVUEZA Ephrem	Diplômé	R	Plein	Personnel de maintenance
MATONDO Philippe	Diplômé	R	Plein	Personnel de maintenance
G4S (4 agents)		R	Plein	Chargé de la réception
Bibliothèque				
P. KAMBALE Germain	Docteur	R	Plein	Chef de secteur Bibliothèque
NTUMBA Emery	Diplômé	R	Plein	Chef de service bibliothèque
KAPIA Van-Ephrem	Gradué	R	Plein	Secrétaire Bibliothèque
KASANDA Patrice	Licencié	R	Plein	Encodeur
Congo-Afrique				
P NZADI Alain	Licencié	R	Plein	Rédacteur en chef de Congo-Afrique
P. KAMBALE Germain	Docteur	R	Plein	Rédacteur adjoint Congo-Afrique
TEKILA Venant	Licencié	R	Plein	Lecteur-correcteur
INDIANG Gina	Licenciée	R	Plein	Secrétaire de rédaction Congo-Afrique
TSHISHIMBI Tricianne	Licenciée	R	Plein	Chargé des relations publiques
NDAMBA Gaylord	Gradué	R	Plein	Infographe
Appuis au développement				
MAVINGA Patrick	Licencié	R	Plein	Chef de secteur Appuis au développement

Editions				
SOLO MANINGA	Doctorant	R	Plein	Chef de secteur Edition
Recherche et Animation sociopolitique				
P BUEYA Emmanuel	Docteur	R	Plein	Chef de secteur Animation
MUKWELA David	Ingénieur	R	Plein	Technicien audiovisuel

5.2 Quels autres acteurs ont contribué à la réalisation du projet?

- Les médias (journaux et télévisions) ont contribué à donner une large visibilité aux activités.
- Le Jesuit Africa Social Centers Network (JASCNET) : deux membres du CEPAS ont assisté, à Nairobi-Kenya, au séminaire de formation sur le déficit du leadership et gouvernance en Afrique.
- Le Ministère du Plan a sollicité le CEPAS pour enrichir le Plan National Stratégique de Développement (PNSD). Cent trente (130) experts venus de toute la république ont participé à ce projet sous la supervision du CEPAS.
- Les réunions mensuelles du Réseau MIKANDA (Groupe de travail et Centre de Documentation qui mettent en commun leur catalogue pour faciliter le travail des chercheurs) nous permet de partager les expériences de travail avec d'autres membres.
- Une délégation de la société civile (Cepas, Sarw, Cern, Acidh, Carter Center, Feje et Asadho) a été reçue successivement par la Commission Environnement et ressources naturelles (ERN), la Commission Economique et financière (ECOFIN) et la plénière de la Commission mixte ERN-ECOFIN de l'Assemblée Nationale. Ces deux commissions se sont approprié les propositions d'amendements de la société civile ;
- A l'issue de l'atelier du lancement de la vulgarisation de la loi portant régime général des hydrocarbures à Goma, les participants ont mis en place un cadre permanent de concertation (société civile – administration provinciale) sur les questions liées aux hydrocarbures.

6. SUIVI ET EVALUATIONS (S&E)

6.1. Comment avez-vous réalisé la saisie des effets?

En analysant les données de chaque secteur, collectées à intervalles réguliers : données journalières, hebdomadaires, mensuelles et semestrielles ; ainsi que des rapports des réunions bihebdomadaires d'évaluation des activités des chefs des secteurs avec le Directeur.

Les rapports d'activités présentés à la fin de chaque semestre par les chefs des secteurs synthétisent l'évaluation et la participation des groupes-cibles dans chaque secteur donné.

6.2. Qui a participé au processus de S&E?

- Le directeur,
- Les chefs des secteurs,
- La comptable,
- Le chef de service.

7. PERSPECTIVES/PERENNITES

7.1. Dans quelle mesure les effets positifs du projet sont-ils globalement durables?

7.1.1. Effets sur les Clubs de lecture

Deux clubs de lecture (Fondation Kuvuna et Paroisse Saint Ignace) ont vécu une expérience de participation citoyenne de la population. En effet, ils se sont associés à des organisations des jeunes de la commune et effectuent le suivi de l'utilisation de la taxe d'assainissement des marchés municipaux de la commune. Ils ont prolongé leur participation avec la mise en place d'un processus d'évacuation des ordures produits par le marché Pumbu, un des marchés de la commune, avec la RATPK (Régie d'Assainissement et de travaux publics de Kinshasa), l'organisme provincial chargé de la salubrité publique.

De manière générale, les clubs de lecture sont des structures permanentes des jeunes qui survivront certainement au Plan triennal en cours.

7.1.2. Effets sur l'Administration publique congolaise

Le secteur Appuis au développement du CEPAS en collaboration avec le Ministère du Plan, a réuni plus de 130 experts regroupés en 3 équipes multidisciplinaires qui ont produit une série de recommandations. Ces dernières ont été prises en compte pour améliorer le document conçu par le Gouvernement de la RD Congo dans le cadre du Plan National Stratégique de Développement (PNSD). Ces experts ont été recrutés à travers toute la république et ont réfléchi pendant plus de 10 jours sous l'encadrement du CEPAS.

Par ailleurs, des publications de la revue Congo-Afrique font quelquefois réagir certaines autorités publiques.

Le CEPAS a participé à la 33^{ème} session ordinaire du Conseil National du Travail en tant qu'expert pour partager les données de l'enquête mensuel du *Basic Need Basket* comme élément de réflexion pour la fixation du nouveau SMIG de la RDC qui entre en vigueur au 1^{er} janvier 2018.

Enfin, signalons que le numéro 501 (janvier 2016) de Congo-Afrique consacré à l'analyse de la croissance économique congolaise a fait parler de lui. Ce

numéro dénonçait le hiatus entre une croissance économique soutenue (au-dessus de 7%) et les conditions sociales des Congolais. La Primature (de MATATA PONYO) a réagi par une lettre adressée au CEPAS où il manifestait son intérêt pour l'étude et le désir d'enrichir les débats par une autre étude comparative.

7.1.3. Effet sur le Leadership politique

Six partis politiques ont permis la formation de 12 cadres (2 par parti politique) de leurs partis. La formation était axée sur la technique de conduite des enquêtes de collecte des données. Il s'agit des partis politiques suivants: AFDC, ARC, MLC, PPRD, UDPS et UNC.

Le rapport final de l'enquête leur a été transmis au cours d'un atelier de dissémination des résultats.

7.2. Comment évaluez-vous la pérennité structurelle?

Nous pensons qu'il serait important que la nomination des membres jésuites se fasse suivant le déroulement des activités du CEPAS. Le Directeur est nommé pour 3 ans renouvelables. Il serait intéressant qu'il en soit aussi de même pour les chefs de secteurs qui ont, parfois, des mandats de 6 mois. Ce qui n'est pas du tout intéressant pour la mise en œuvre du projet.

Toutefois, l'existence au CEPAS d'un plan stratégique 2011-2025, validé par la Province ACE, permet d'assurer une assez large continuité dans la cohérence des interventions de l'institution indépendamment des acteurs nommés.

7.3. Comment évaluez-vous la viabilité financière?

Plusieurs mesures sont prévues dans le plan stratégique du CEPAS pour améliorer le financement sur fonds propres. Il est impératif d'en améliorer la mise en œuvre afin de garantir un meilleur niveau d'apport local à long terme.

C'est ce qui justifie que dans ce nouveau plan triennal (148-900-1084 ZG), le CEPAS participe à 57,58% alors que les Tiers de seulement 5,53%.

8. APPRECIATION DE SYNTHESE

8.1. Dans quelle mesure le projet a-t-il été efficace?

La publication de la rubrique BNB dans la revue Congo-Afrique a impacté sur la prise de décisions aussi bien du mouvement inter syndicale que du Ministère du Travail.

Le CEPAS a noué un nouveau partenariat avec la Confédération Syndicale du Congo pour la mise en œuvre du plaidoyer sur la révision du niveau des rémunérations basée sur les données du *Basic Need Basket* (BNB) publiées mensuellement dans la revue Congo-Afrique.

Malgré la nomination des bourgmestres, les clubs de lecture ont réussi à impliquer une autorité dans le processus de contrôle des taxes municipales.

Le Ministère du Plan collabore aussi avec le CEPAS (secteur des Appuis au développement) dans le cadre du Plan National Stratégique de Développement.

8.2. Dans quelle mesure les effets du projet sont-ils pertinents?

Dans la mesure où les activités réalisées permettent la promotion d'un leadership et favorisent auprès des groupes cibles une culture de gestion de la chose publique par une participation citoyenne. Ce travail de prise de conscience est très important.

Ces effets sont d'autant plus pertinents qu'ils ont touché d'une part quelques personnalités (cadres de l'administration publique, cadres des partis politiques, etc.) figurant dans les processus décisionnels et d'autre part les citoyens (clubs de lecture, les jeunes chercheurs et entrepreneurs) qui ont eu leurs consciences éveillées par des séances académiques, des visites citoyenne et le marché des jeunes.

8.3. Le projet a-t-il contribué à un développement à long terme?

Un regard rétrospectif peut nous permettre d'affirmer que le projet a contribué à un développement à long terme. Mentions à cet effet, le niveau

de participation citoyenne qui s'accroît au jour le jour, par l'entremise des clubs de lecture par exemple.

Par ailleurs, les nombreux jeunes qui ont bénéficié des formations offertes par le CEPAS s'en servent pour implémenter un changement social dans leurs milieux associatifs.

Nous sommes persuadés que la société civile, partenaire du CEPAS pendant le plan triennal, constitue l'avenir de la démocratie en RD Congo, en jouant un rôle de gardien du temple.

8.4. Les résultats obtenus vont-ils perdurer pour les groupes cibles?

Nous le pensons et justifions par les faits suivants :

- La survie des clubs de lecture ne dépend pas du financement du projet. Ces clubs ont la capacité de poursuivre leurs actions au-delà du présent projet et de les transformer en culture grâce aux formations et aux « *activités-pilotes* » facilitées par le projet.
- Les Enquêtes hebdomadaires à la Bibliothèque nous permettent d'observer la manière dont nos lecteurs tirent satisfaction des produits de la bibliothèque.
- Le nombre d'interventions du CEPAS en appui auprès des acteurs sociaux est en pleine croissance.
- Grâce à la mise en œuvre des points de vente et le recrutement à mi-temps d'une assistante de la chargée Marketing, nous espérons accroître les recettes de ventes des ouvrages et abonnements à la revue Congo-Afrique du CEPAS.
- Congo-Afrique a de nouveau des abonnés fidèles, grâce à la régularité des parutions de la revue et à la pertinence des analyses qui y sont réalisées.

9. LA COOPERATION AVEC MISEREOR

La coopération du CEPAS avec Misereor est toujours de mise avec les projets en cours et à venir.

QUELQUES ILLUSTRATIONS DES ACTIVITES



Installation du Club de Lecture de la Paroisse Saint Ignace



Atelier de renforcement des capacités des clubs sur l'Efficacité du Cadre (août 2017)



Spéciale visite citoyenne et échanges constructifs avec le bourgmestre de la commune de Limeté.



L'allocation du Ministre de la Justice Alexis Tambwe lors de l'atelier de la pensée sur « la Justice et réconciliation entre congolais, Vie bonne, Pédagogie de la solidarité, les institutions justes »



Enregistrement d'une émission radiodiffusée « Peuple souverain »



Organisation de la table ronde des jeunes.



Deuxième session de la formation sur l'entrepreneuriat pour une jeunesse compétente